



Syndicat National Pénitentiaire des Surveillants



LE S.P.S. ENTENDU AU SÉNAT DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI DES FINANCES 2023



Le S.P.S. a été entendu au Sénat le jeudi 3 novembre 2022 de 13h30 à 15h30 par M. Alain Marc dans le cadre du P.L.F. 2023.

Le S.P.S. profite de toutes les occasions pour représenter et défendre les intérêts des surveillant(e)s de surcroît en cette période critique où les effectifs manquent de partout...

La pénitencière traverse une crise sans précédent avec une surpopulation carcérale, un manque d'effectifs récurrents, des personnels épuisés et des Chefs d'Établissements excédés qui n'hésitent plus à enfreindre le devoir de réserve...

72 350 personnes incarcérées 60 709 places opérationnelles au 1er octobre 2022... 2.053 détenus contraints de dormir sur des matelas posés à même le sol. Le nombre de personnes placées en détention par les juges a bondi de 24,5 % et ce n'est que le début...

Ces constats et derniers chiffres sont très inquiétants sachant que ceux qui vont devoir gérer au bout de la chaîne sont : **Les surveillant (e)s !**

D'emblée le S.P.S. a fait savoir aux Sénateurs présents que le P.L.F. 2023 relatif à l'Administration Pénitentiaire était une fois de plus pour les surveillant(e)s : pas à la hauteur et loin de la réalité !

Et oui, notre organisation syndicale ne représente et ne défend que les surveillants et les surveillantes...

Nos détentions sont au bord de l'implosion et les chiffres officiels relatifs aux incarcérations en constante progression sont inquiétants pour l'avenir au même titre que le manque d'intérêt porté aux surveillant(e)s dans ce P.L.F. 2023.

Des chiffres budgétaires astronomiques sont annoncés avec même une hausse par rapport à 2022 pour l'Administration Pénitentiaire !... Oui, mais pour quoi et surtout pour qui !?

Pour avoir des effectifs pour venir aider à ouvrir et fermer les portes, ça va être dur les copains !

En effet, ces fameuses 809 créations d'emplois en 2023 représentent :

489 emplois dédiés à l'**ouverture des nouveaux établissements** / **320** emplois renforceront les effectifs existants dont **200** pour les ESP et **120** pour des emplois de bureau...

Et quand bien même leur utilité, comment allez vous faire pour les recruter !?

Et les départs en retraites (papy boom), démissions, ruptures conventionnelles, réussites aux concours dans d'autres administrations (douanes, polices, impôts...)... Sans compter les nouvelles missions et les évolutions de carrières internes qui ponctionnent sur la bête et enlèvent du personnel sur les étages (premiers surveillants, officiers...)...

Pour recruter : Faut d'la thune ! Faut une grille indiciaire honnête ! Pourquoi pas la catégorie B... ou une certaine OS en revendique aujourd'hui la paternité électorale !

Pour les petites mains, ce P.L.F. a quand même prévu que l'I.C.P. passera de 1785 € à 1869 € brut en décembre 2023... soit 7,50 € brut/mois... En "brut" ça fait plus riche...

Les 3 millions pour s'équiper de nouveaux dispositifs pour le survol des drones représente environ 7,50 € brut/mois...

Nous laisserons de côté la revalorisation des primes des directeurs, chefs de service, officiers... (c'est cadeau..)

Si certains trouvent cela "BIEN"... Au S.P.S. ont trouvé ça "HONTEUX"...

Le S.P.S. invite les sénateurs à se déplacer au sein des détentions afin de constater par eux-mêmes de la gravité de la situation. Ce énième projet finances a été établi sans anticipation, sans prévision, très loin du terrain, loin de la réalité, des problématiques et de la souffrance humaine qui perdurent au sein des prisons... Les détentions sont des poudrières prêtes à exploser en raison de cette politique hors sol persuadée que des candidats vont courir faire la queue pour 1600 euros par mois...

A FORCE DE METTRE DU VERNIS CA VA FINIR PAR SAUTER...